

# Les Possibles — No. 16 Printemps 2018

## Attac et les mouvements sociaux émancipateurs : redéfinir les repères stratégiques après la Grèce

vendredi 20 novembre 2015, par Philippe Corcuff

Repenser la question stratégique aujourd'hui, après l'été grec de 2015, c'est-à-dire réinterroger le comment de la transformation sociale radicale dans un moment difficile pour les résistances anticapitalistes, suppose selon moi de tenir compte de quelques-unes des pistes avancées par Daniel Bensaïd pour la formulation même du problème, indépendamment des réponses provisoires et partielles qui peuvent être apportées par les uns et par les autres : prendre conscience de l'ampleur des redéfinitions stratégiques en jeu en regard des erreurs, des échecs, des impasses et des horreurs du XX<sup>e</sup> siècle ; privilégier l'humilité de la pratique expérimentatrice à l'arrogance théoricienne, rhétorique et/ou identitaire ; renouer un dialogue critique avec les traditions émancipatrices passées.

### En hommage hérétique à Daniel Bensaïd

Le militant révolutionnaire et philosophe Daniel Bensaïd a diagnostiqué à la fin de sa vie « une panne stratégique des mouvements sociaux » renaissants à partir des années 1990 (Bensaïd, 2008, p. 303). C'est un problème qui fait encore davantage sentir son acuité après les reculs de la gauche radicale grecque face à la pression néolibérale des institutions européennes en cet été 2015. Ce que l'on a l'habitude de nommer le « stratégique » a été trop délaissé dans la réactivation contestatrice qui s'est située dans le sillage des grandes grèves et manifestations de l'hiver 1995. On se rend mieux compte de cette lacune, alors que « la force propulsive » de 1995 est derrière nous, que les alternatives au néolibéralisme patinent et que des nationalismes xénophobes ont le vent en poupe en France et, plus largement, en Europe et dans le monde.

Le stratégique ? C'est le terrain du *comment* on passe de notre présent à une société non capitaliste et non oppressive, un moyen terme entre le court terme de la tactique de l'action au jour le jour et l'horizon à long terme d'une société radicalement émancipée. Sur ce plan, l'incertitude et le flou se sont substitués aux évidences du XX<sup>e</sup> siècle, ce qui appelle une certaine humilité, en rupture avec l'arrogance si souvent cultivée comme paravent à leurs fragilités au sein des gauches radicales. Bensaïd en était pleinement conscient :

« Un nombre sans cesse croissant de travailleurs, de femmes, de paysans pauvres, d'exclus, de précaires, de jeunes sans avenir, sont convaincus de la nécessité d'un changement radical de l'ordre des choses. Leur doute porte plutôt sur la possibilité d'y parvenir. Autrement dit,

sur les voies d'une stratégie révolutionnaire pour le XXI<sup>e</sup> siècle, après les défaites et les désillusions du XX<sup>e</sup> siècle.

Il serait vain de prétendre apporter une réponse à ces interrogations avant même que de nouvelles expériences n'aient débroussaillé des pistes nouvelles. » (Bensaïd, 2003, p. 182)

Cependant, nous ne sommes pas complètement démunis de ressources, rappelait aussi Bensaïd :

« Une alternative est à rebâtir. Cette refondation ne se fera pas sans bilan, en laissant les cadavres de toutes sortes pourrir dans les placards de l'histoire. Pas de table rase en politique, pas de feuille vierge. On ne repart jamais de rien. » (*ibid.*, p.11)

C'est dans cette inspiration méthodologique que va s'inscrire cet article [1], mais en ne suivant pas le contenu théorique et politique que pouvait commencer à lui donner Bensaïd. Ni l'identité d'un marxisme classique, ni encore moins l'appui positif sur Lénine ne nourriront mon cadre de référence ici. Certes, Marx continue à représenter un point fort de ma boussole conceptuelle, mais pas un Marx « marxiste », ni d'ailleurs « antimarxiste », plutôt un Marx *a-marxiste* (Corcuff, 2012), relocalisé dans une galaxie libertaire, avec des tonalités luxemburgiennes résolument anti-léninistes (Corcuff, 2015c). Bref mes réflexions se présenteront comme un hommage hérétique à mon ami Daniel Bensaïd.

---

Repenser la question stratégique aujourd'hui, après l'été grec de 2015, c'est-à-dire réinterroger le *comment* de la transformation sociale radicale dans un moment difficile pour les résistances anticapitalistes, suppose selon moi de tenir compte de quelques-unes des pistes avancées par Daniel Bensaïd pour la formulation même du problème, indépendamment des réponses provisoires et partielles qui peuvent être apportées par les uns et par les autres :

- prendre conscience de l'ampleur des redéfinitions stratégiques en jeu en regard des erreurs, des échecs, des impasses et des horreurs du XX<sup>e</sup> siècle ;
- privilégier l'humilité de la pratique expérimentatrice à l'arrogance théoricienne, rhétorique et/ou identitaire ;
- renouer un dialogue critique avec les traditions émancipatrices passées.

Ces trois contraintes quant à la problématisation stratégique en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle me conduisent à mener des explorations principalement sur le plan méthodologique, c'est-à-dire sur le plan du *comment* reformuler le *comment* stratégique dans le contexte présent. Ne nous précipitons pas pour donner un contenu précis à des schémas stratégiques ajustés aux temps actuels. Car les divers contenus stratégiques proposés depuis deux siècles ont échoué à faire émerger une société non capitaliste émancipée durable : logiques parlementaires et électorales, insurrections menées par des avant-gardes, conseils ouvriers, grève générale dans ses variantes syndicalistes révolutionnaires ou marxistes, ou encore généralisation d'expériences alternatives du type coopératives. Plutôt que de chercher dogmatiquement à répéter les recettes qui ont échoué hier (comme certains le font dans les galaxies social-démocrate, marxiste, anarchiste, autonome ou « insurrectionnaliste ») ou d'avancer prématurément des « nouveautés » fort hypothétiques (comme, par exemple, chez Michael Hardt et Antonio Negri avec les notions d'« Empire » et de « Multitude », 2000 et 2004), n'est-ce pas justement le cadre méthodologique de la question stratégique que l'on peut commencer à remplir aujourd'hui ? Un cadre méthodologique radical et pragmatique, démocratique et libertaire, nous incitant à faire des expériences, plutôt que de croire de manière idéaliste que l'on pourrait trouver nos solutions dans des livres, y compris ceux écrits par des figures éminentes comme Proudhon, Marx, Bakounine, Jaurès, Luxemburg ou Pelloutier. De ce point de vue, il y aurait une fidélité à la lettre des écrits de ces « grands anciens » qui serait une infidélité à l'esprit de leur action et de leur pensée, et une fidélité à cet esprit impliquant des infidélités à la lettre de leurs écrits.

Mes tâtonnements méthodologiques en stratégie politique émancipatrice procéderont en dix points, inégalement développés et partiellement articulés.

## 1. Se coltiner le présent en échappant aux illusions de l'immédiateté

Je propose, sans sous-estimer les événements grecs, de décaler le regard de cette immédiateté (davantage propice aux débordements affectifs et passionnels) pour s'interroger sur le brouillard comme sur les inerties stratégiques des mouvements sociaux et des gauches radicales qui ont connu en France une renaissance au cours des années 1990. C'est une façon de s'arracher au *présentisme* néolibéral (selon les analyses de l'historien François Hartog, 2003), afin de ne pas devenir des marionnettes de l'immédiat dans un zapping incessant, en ressemblant trop ainsi à ce que nous combattons. Resituons-nous dans un cadre historique plus large, en prenant conscience qu'en croyant réinventer l'émancipation sociale après 1995, nous avons largement balbutié des refrains usés sans être à la hauteur de nos plus prestigieux prédécesseurs. Ce recul historique, apte à nourrir une auto-analyse critique, pourrait nous aider à mieux nous saisir des rugosités du présent.

## 2. Des repères stratégiques, pas une « ligne »

Nous n'avons probablement plus besoin d'une « ligne » stratégique, un schéma bouclé, comme on en a connu au XX<sup>e</sup> siècle (à la manière de ceux tirés de la révolution russe de 1917), mais plutôt d'une boussole, d'une galaxie de repères stratégiques, construits *pragmatiquement*, à partir d'une lecture critique des impasses et des échecs du passé comme des expériences récentes. Cette boussole, révisable en chemin, ne nous dira pas où il faut aller, mais nous aidera à nous orienter dans un brouillard idéologique et politique qui tend à s'épaissir.

## 3. La gauche radicale de 1995, entre « panne stratégique » et nostalgie des modèles anciens

Pour reconstituer une telle boussole à partir d'un filtrage critique des traditions critiques et émancipatrices comme des enjeux du présent, je me propose de revenir sur le défaut de débats stratégiques et sur les inerties en la matière, au sein de la galaxie des mouvements sociaux et des gauches radicales des années 1990 (ce que j'appellerai par commodité de langage « la gauche radicale de 1995 »). Cette galaxie a eu le vent en poupe entre 1995 et 2005 (succès du non au référendum sur le traité constitutionnel européen)-2006 (victoire du mouvement social contre le contrat première embauche) en surfant sur la popularisation de schémas souvent assez simples comme la critique du néolibéralisme et des médias. Depuis, on a connu l'échec du grand mouvement sur les retraites de 2010, une plus

grande atonie des mouvements sociaux, et les échecs successifs du NPA, du Front de gauche et de Nouvelle Donne au niveau partisan. Sur le plan stratégique, les animateurs de la gauche radicale de 1995 étant largement issus des expériences soixante-huitardes et post-soixante-huitardes, elle a reconduit sous une forme atténuée et peu construite théoriquement, sur un mode le plus souvent implicite et sans guère en discuter, des schémas hérités du mouvement ouvrier et socialiste du XX<sup>e</sup> siècle.

Deux schémas se sont révélés particulièrement prégnants (le premier finissant par dominer et le second ayant une certaine présence lors des moments d'effervescence sociale), que nous avons commencé à analyser avec Christophe Aguiton en 1999 dans la revue *Mouvements* (Aguiton, Corcuff, mars-avril 1999) :

- le schéma « social-démocrate/léniniste » donnant une primauté à la forme parti, et dont la forme *soft* dans les années 1990 a été la thématique du « nécessaire débouché politique » des mouvements sociaux via l'intervention des partis ;
- le schéma « anarcho-syndicaliste », associant originellement méfiance à l'égard des partis et unification de la stratégie émancipatrice autour de l'axe syndical révolutionnaire, prenant dans les années 1990 la forme *soft* de « l'autonomie du mouvement social » (ce qui en soi n'est pas un problème et constitue même un acquis de la période par rapport aux logiques antérieures de dépendance des mouvements sociaux vis-à-vis des partis) dans un unification mythologique des mouvements sociaux dans « le mouvement social » et une hostilité aux organisations politiques.

Dans les deux cas, on tend à avoir un schéma fixe de mise en cohérence des forces émancipatrices autour d'un axe principal. En dehors des périodes de plus grand vivacité des luttes sociales, c'est le schéma du « nécessaire débouché politique », via l'action de partis sur la scène électorale, qui a prédominé (le « débouché politique » non électoraliste porté par la LCR, puis le NPA ayant été marginalisé). Malgré les déceptions, ce schéma semble sans arrêt relancé dans les milieux militants, alors que, dans les secteurs de sympathisants de gauche les moins engagés dans l'action, la crédibilité de la forme parti chute. Plus récemment, un rapport fantasmé aux expériences grecques et espagnoles a d'ailleurs tendu à renforcer ce schéma : hier Syriza, aujourd'hui Podemos... Bien sûr, ces schémas ne fonctionnent pas avec le dynamisme d'hier, et le carburant est souvent nostalgique. Dans les premiers échanges au sein d'Attac sur les problèmes stratégiques, on perçoit bien que vibre sous le terme « question stratégique » la nostalgie des schémas unifiés d'antan, mais sans y croire tout à fait...

#### 4. Avec la crise de légitimité des

## organisations : des personnalités intellectuelles de la gauche radicale qui nous enfoncent un peu plus dans le brouillard ?

Les organisations en général, et les partis politiques tout particulièrement, ont fait les frais des déceptions successives à gauche. Leur crédibilité en tant qu'outils émancipateurs s'est largement effondrée. Cohabitent chez un nombre croissant de sympathisants de gauche une nostalgie pour hier (« les organisations, c'était mieux avant ») et une défiance pour aujourd'hui. Alors que de plus en plus se sentent ainsi déboussolés, en quête de repères davantage stables, ce sont des personnalités intellectuelles médiatisées qui peuvent prendre le relais des organisations déconsidérées comme sources d'une réorientation. Le contexte structurel de nos sociétés individualistes renforce cette tendance conjoncturelle. On va alors plutôt suivre comme loupiotes dans le brouillard, dans des directions parfois très différentes, voire contradictoires, les Alain Badiou, Caroline Fourest, Christophe Guilluy, Serge Halimi, Frédéric Lordon, Daniel Mermet, Jean-Claude Michéa, Michel Onfray, Edwy Plenel, François Ruffin, Jacques Sapir ou Emmanuel Todd, jusqu'à parfois les ériger en véritables « gourous ». Or, en dehors de l'exception Plenel, dont la culture politique et l'appui sur le dispositif coopératif et participatif Mediapart en font un des rares à nous aider dans la période à ne pas prendre des vessies pour des lanternes, les dites personnalités intellectuelles, plus aventuristes qu'aventurières, apparaissent autant sources de confusions, anciennes et nouvelles, que d'éclaircissements. Bref elles pourraient nous entraîner, dans une dérive des egos classiquement active dans les milieux intellectuels, un peu plus dans le brouillard.

Certes, la critique des pentes oligarchiques et bureaucratiques des organisations à visée démocratique (dont prioritairement mais non exclusivement les partis), proposée dès 1911 par le sociologue Roberto Michels (2015), est plus que jamais actuelle. Cependant, sur le plan intellectuel, les organisations peuvent aussi révéler quelques avantages à l'expérience, en tension avec leurs lourds désavantages (expérience historique de la domestication des intellectuels professionnels par les groupes dirigeants, tentations anti-intellectualistes, logiques désintellectualisatrices, etc.). Ainsi, dans une organisation, quand un professionnel du savoir se la joue trop « Vérité et Lucidité », du genre « je vais vous apprendre la vie, les enfants », il pourra prendre en pleine figure quelques expériences ordinaires rugueuses et recevoir quelques gifles symboliques opportunes qui le feront redescendre de son piédestal. Et puis, la dimension dialogique et collective, même si elle est souvent bureaucratisée, permet de raboter les théories les plus fumeuses en un sens plus raisonné et réaliste. Face aux gourous contemporains, ces contrepoids ne jouent presque plus. Et les élucubrations ou les revirements les plus hasardeux peuvent plus facilement prendre corps.

À ce propos, en croyant parler de ses adversaires, Lordon parle de manière éclairante d'une tendance socio-historique des milieux intellectuels dans leur ensemble, donc de « nous » et donc de lui : « ces intellectuels toujours enclins à cultiver le sentiment de leur extrême singularité » (Lordon, 2015b, p. 163). Maurice Merleau-Ponty précisait déjà de manière plus pénétrante encore, car permettant aussi de rendre compte de la bévue de Lordon sur lui-même :

« Le “manque de distance” à soi, aux choses, et aux autres, est la maladie professionnelle des milieux académiques et des intellectuels. L'action n'est chez eux qu'une fuite de soi, un mode décadent de l'amour de soi. »  
(Merleau-Ponty, 2000, p. 43)

C'est un des écueils dont la réflexion stratégique a à tenir compte de nos jours, qui, paradoxalement, à un moment où les milieux militants et sympathisants critiques ont souvent le mot « démocratie » à la bouche, réinstalle subrepticement une forme classique de « socialisme des intellectuels » tutélaire [2].

## 5. S'émanciper des schémas unifiés

Une première mesure d'hygiène intellectuelle, en matière de reproblématisation stratégique dans une gauche demeurée fidèle à des idéaux d'émancipation sociale, consiste à secouer l'évidence des schémas unifiés, tels que le schéma « social-démocrate/léniniste » ou le schéma « anarcho-syndicaliste ». Et peut-être ensuite à prendre acte que la galaxie émancipatrice est nécessairement pluraliste, faite de tensions et de discordances (de temporalités, de logiques organisationnelles, d'histoires individuelles et collectives, etc.). Un résultat bénéfique du débat stratégique au sein d'Attac serait déjà la prise de distance avec ces schémas unifiés, et donc l'émergence d'un rapport aux expériences présentes se défaisant du nostalgisme. Pour sauver l'espérance émancipatrice du mouvement ouvrier et socialiste, il faut peut-être se débarrasser plus radicalement de certaines évidences du « vieil homme socialiste ». Et pour sauver les acquis émancipateurs soixante-huitards, il faut peut-être se débarrasser plus radicalement du « vieil homme soixante-huitard », en se coltinant l'irréductible pluralité de la galaxie émancipatrice.

Accueillir la pluralité n'implique cependant pas d'en rester là. Il s'agit plutôt de tenter de consolider des espaces communs sans annihiler cette pluralité. Car on ne peut pas, non plus, se contenter de l'exaltation « post-moderne » de la pluralité en désertant le terrain de la construction des convergences. En ce sens, il s'agit à la fois de récuser les schémas stratégiques unifiés d'hier (et leurs succédanés contemporains) et la voie stratégique du « post-modernisme », entendue comme focalisation sur la multiplicité dans un risque d'émiettement infini. De ce point de vue, s'il était légitime pour Attac et des

mouvements sociaux de soutenir le non au référendum grec ou s'il serait légitime d'appuyer telle ou telle politique publique dans tel ou tel pays, il apparaîtrait erroné d'avoir été tenté de soutenir Syriza, ou demain Podemos, ce qui nous ferait rentrer à nouveau dans une variante du schéma social-démocrate/léniniste. Cet axe méthodologique apparaît en complète contradiction avec la thèse de Frédéric Lordon dans son dernier livre *Imperium* quant au « rapport hiérarchique de l'homogène et de l'hétérogène, ou du commun et du variant » (Lordon, 2015-b, p. 71), associé au primat du « vertical » sur « l'horizontal » et à la valorisation dans ce cadre de la forme politique de l'État-nation.

## 6. Prégnance du modèle de l'État-nation

La prégnance historique du modèle de l'État-nation moderne sur le mouvement ouvrier et socialiste contribue encore aujourd'hui à nourrir la nostalgie des schémas unifiés. Historiquement, et malgré les proclamations internationalistes, le mouvement ouvrier s'est principalement constitué à l'intérieur des États-nations, dans le mouvement même de développement de ces États-nations. Ils ont alors fortement imprégné son armature intellectuelle et organisationnelle. Dans le débat stratégique actuel, cette prégnance du modèle de l'État-nation se situe à deux niveaux : celui de l'espace de l'émancipation, dans le rapport entre l'étatique, le national et l'international, et celui de la fabrication même de la politique dans le rapport entre le Multiple et l'Un. Frédéric Lordon redouble ce tropisme aujourd'hui au sein de la pensée critique, dans une logique théoricienne et idéaliste, où le concept « pur » dicte sa loi à la réalité observable qui n'en constitue qu'une pâle illustration – « Évidemment les situations historiques réelles ne nous donnent jamais à voir les concepts sous leur forme pure – les concepts ne se donnent à voir que sous l'altération de leurs réalisations historiques concrètes. » (Lordon, 2015b, p. 334) – plutôt qu'il n'en constitue qu'un outil partiel d'intelligibilité.

## 7. L'impensé étatiste

Premier niveau de la prégnance des États-nations : celui de l'espace de l'émancipation. Les forces principales du mouvement ouvrier et socialiste, au-delà de leurs discours internationalistes et des critiques marxistes de l'État, ont participé à fétichiser le cadre de l'État-nation comme cadre principal. Ce qui a conduit à une double réification : étatiste et nationale. Ceux qui réactivent aujourd'hui, dans des tonalités souvent nostalgiques, le cadre de l'État-nation comme « solution » dans le moment néolibéral du capitalisme, alors que la place des États-nations a reculé dans la fabrication de la politique, tendent d'abord à oublier ou à minimiser les logiques oppressives aussi à l'œuvre dans les institutions étatiques : logiques bureaucratiques et technocratiques, oligarchisation représentative et intersections avec les logiques capitalistes,

notamment. Et ceux qui, dans une inspiration similaire, confondent « souveraineté nationale » et « souveraineté populaire » en faisant de l'État-nation le cadre quasi « naturel » de la démocratie oublient que nous avons affaire non pas à des « démocraties » à proprement parler, mais à des *régimes représentatifs professionnalisés à idéaux démocratiques* (Corcuff, 2014b : 5 mai), qui ont d'ailleurs fortement contribué à inscrire le néolibéralisme dans la réalité depuis la fin des années 1970 (voir notamment Jobert éd., 1994).

## 8. Un cadre nationalement étriqué

Toujours à ce premier niveau, à la fétichisation étatiste est associée une fétichisation du cadre national. À l'illusion magique de « la révolution mondiale » (pour laquelle tous les peuples s'émanciperaient en même temps), que plus grand monde ne défend d'ailleurs, on répond par l'illusion magique de « la rupture avec le néolibéralisme dans un seul pays ». Or, cette illusion apparaît plus pernicieuse à un moment de montée (en France, en Europe et dans le monde) de nationalismes xénophobes, car c'est fournir un petit ruisseau de gauche au fleuve nationaliste en mouvement. Ce contexte rend donc l'illusion nationale, assez classique, beaucoup plus dangereuse (Corcuff, 2014a). C'est pourquoi, tant sur le plan de l'horizon émancipateur (« L'Internationale sera le genre humain ») que des contraintes du contexte actuel, il apparaît doublement impératif d'associer à toute proposition alternative dans un cadre national un volet de solidarités internationales.

Dans cette perspective, la polarisation du débat au sein des gauches radicales sur l'alternative « maintien ou sortie de l'euro » a été une mauvaise chose. La formulation la plus juste aurait plutôt dû confronter « le repli national » aux « alternatives locales et nationales associées à des solidarités internationales ». Par rapport à cette question, le problème de l'euro apparaissait davantage secondaire et tactique, et, dans certaines conditions internationalistes, une sortie de l'euro pouvait (et pourrait) tout à fait être envisagée. Certes, Attac a eu raison de défendre comme plan A « une autre Europe », mais pas de manière trop exclusive, en risquant de laisser comme seul plan B « la sortie de l'euro associée à un repli national ». Le plan B alternatif aurait pu être de dessiner la perspective d'une zone de solidarités internationales renforcées pour des pays (situés sur l'ensemble de la planète et pas seulement en Europe) amorçant des décrochages vis-à-vis du néolibéralisme. Zone de solidarités internationales renforcées à envisager selon des modalités différentes sur le plan des mouvements sociaux et sur le plan des politiques publiques. Là aussi, il faudrait abandonner la voie des schémas unificateurs : « l'espace des mouvements sociaux » [3] appuyant des décrochages vis-à-vis du néolibéralisme pourrait être nettement plus large que celui des politiques publiques menées par quelques nations, en obéissant à des logiques différentes, sans être dépendant des logiques partisans et étatiques.

Attac pourrait dès maintenant s'engager pragmatiquement dans

une telle voie, en participant avec d'autres associations et des syndicats à une grande campagne de jumelages (entre groupes locaux d'associations et/ou sections syndicales) « contre le néolibéralisme et pour la dignité », associant des pays du Nord et du Sud, en inscrivant davantage l'internationalisme sur le terrain de l'action locale. Ce serait une façon de nouer, internationalement et par le bas, questions sociales, écologiques et démocratiques. Dans les gauches radicales françaises, on adore discourir sur des situations (sur la scène mondiale ou dans d'autres pays) sur lesquelles on a peu ou pas de prises, mais on est peu pragmatique, au sens des efforts pratiques afin d'élargir nos prises sur le réel par des actions qui seraient plus immédiatement à notre portée.

Ces repères stratégiques vont en sens inverse de l'orientation stratégique esquissée par Jacques Sapir (21 août 2015), c'est-à-dire de l'alliance entre la gauche radicale et la droite dite « souverainiste » (dont la droite traditionaliste de Nicolas Dupont-Aignan), l'alliance avec le Front national de Marine Le Pen étant même envisagée à terme, dans le cadre d'une politique d'union nationale pour sortir de l'euro [4]. Et il apparaît particulièrement nauséabond, historiquement, de comparer, comme le fait Sapir, le Conseil national de la Résistance, en tant qu'alliance nationale contre le nazisme adossée à une coalition internationale, avec un rassemblement exclusivement national à tonalités nationalistes incluant les « post-fascistes » du FN.

On peut se féliciter que quelqu'un comme Frédéric Lordon (2015a : 26 août) ait pris clairement ses distances avec ce type de positionnement politique créant des intersections possibles entre gauche radicale et extrême droite, en pointant les risques portés par les analogies entre notre présent et les années 1930 [5]. Cependant, on ne doit pas oublier combien Lordon a contribué lui-même, ces dernières années, à mettre le doigt dans l'engrenage nationaliste et à blâmer les élans internationalistes. Jean-Marie Harribey (30 août 2015) a eu raison de le rappeler avec fermeté. Et le dernier ouvrage de Lordon (2015b), *Imperium*, en rajoute une couche théoricienne, en constituant une des premières systématisations confusionnistes au sein de la gauche intellectuelle radicale de 1995, mêlant motifs progressistes et conservateurs autour de la promotion de communautés politiques d'affects (dont la nation) primant sur l'horizon émancipateur d'élargissement des droits individuels et collectifs, avec des ressemblances inquiétantes vis-à-vis des « non-conformistes des années 1930 » (Loubet del Bayle, 2001). Que Lordon soit de nos jours la principale figure intellectuelle valorisée par *Le Monde diplomatique*, avec la place historique et encore actuelle de ce mensuel dans la gauche radicale de 1995, est un indice supplémentaire de l'état de brouillard idéologique dans lequel nous sommes plongés.

## 9. Rompre avec l'évidence de la domination politique de l'Un sur le

## Multiple

Le deuxième niveau de prégnance du modèle de l'État-nation sur le mouvement ouvrier et socialiste, avec des échos encore significatifs sur les gauches radicales, concerne la fabrication même de la politique, entendue comme production de l'Un à partir du Multiple. Le Léviathan de Thomas Hobbes, une des premières constructions théoriques de l'État-nation moderne en 1651, se présentait comme « la multitude ainsi unie en une seule personne » (Hobbes, 1971, p. 177). C'est une des sources intellectuelles et institutionnelles de la prédominance traditionnelle du vocabulaire de « l'unité » et de « l'unification », voire de « la centralisation », dans la tradition politique française, à gauche. C'est un vocabulaire qui a donc bien été ajusté à la construction des États-nations modernes. Il y aurait ainsi un certain impensé étatiste dans ce vocabulaire tendant à aplatir la pluralité humaine comme la diversité des mouvements sociaux, courant dans les milieux militants critiques et radicaux. Aujourd'hui, cette fabrication unificatrice de la politique peut passer chez les intellectuels critiques par un certain *revival* de la notion d'« hégémonie » puisée chez Antonio Gramsci. Même les usages « post-marxistes » les plus hérétiques et les plus intéressants de la notion d'« hégémonie », comme celui d'Ernesto Laclau et Chantal Mouffe (2009), qui constitue une des sources intellectuelles des dirigeants de Podemos (Errejón, Mouffe, 2015), tendent à retomber dans les tuyaux unificateurs. Dans un langage cette fois d'inspiration spinoziste, c'est sous la domination de « l'affect commun », « l'affect qui affecte identiquement tous » (Lordon, 2015b, p. 20), que se constituent nécessairement les communautés politiques chez Frédéric Lordon.

Dans son ouvrage inachevé *Qu'est-ce que la politique ?* (1995), Hannah Arendt livrait une piste suggestive quant à une façon radicalement différente de fabriquer de la politique. Non pas en transformant le multiple en un, mais en faisant émerger du commun à partir de la pluralité, sans pour autant l'écraser. Elle avançait d'abord :

« La politique repose sur un fait : la pluralité humaine. »  
(*ibid.*, p. 31)

Puis elle précisait :

« La politique traite de la communauté et de la réciprocité d'êtres différents. » (*ibid.*)

La politique consisterait donc à créer des espaces communs en partant de la pluralité humaine, sans annihiler cette pluralité au nom de l'Un. Cette perspective réorientée nous incite à ne pas faire du commun un espace unifié préalablement, qui

s'imposerait par avance aux mouvements sociaux et aux individus, en laissant ouvertes les modalités de reconnaissance d'un commun déjà là, en tout cas au moins en germe, comme d'élaboration de nouveaux espaces communs à travers des pratiques résistantes et expérimentatrices. Ce qui suppose de ne pas esquiver les conflits et les tensions entre les mouvements et les individus. C'est ce que j'ai nommé dans une réflexion sur les rapports entre mouvements sociaux émancipateurs, à partir du cas des Indigènes de la République, une *immanence à boussole* (Corcuff, 2015a : 8 juillet). C'est dans l'immanence des pratiques que se constitueraient les espaces communs, et non pas dans des schémas préétablis, unifiant par avance le réel dans un cadre à prétention transcendante, mais avec l'aide d'une boussole permettant d'identifier et de produire du commun, et non dans un émiettement infini de la pluralité des luttes. C'est une démarche qui apparaît distincte de deux tentations rencontrées successivement par la notion de « Multitude », telle qu'elle a été travaillée par Michael Hardt et Antonio Negri :

- Dans leur livre *Empire*, on observe surtout une exaltation de la pluralité des résistances défaisant la notion de « peuple » (Hardt, Negri, 2000, notamment pp. 138-143).
- Dans leur ouvrage *Multitude* (Hardt, Negri, 2004), le commun apparaît magiquement comme consubstantiel à « la Multitude ».

Dans le premier cas, on joue le Multiple contre l'Un, et dans le second on avance Multiple = Un. Dans les deux cas, on évite d'appréhender les tensions entre le Multiple et l'Un et le travail nécessaire à la constitution d'articulations partielles entre eux.

## 10. La sous-estimation de l'extrême droitisation en cours

La gauche radicale de 1995, au-delà de l'implication au sein de ce qui s'est souvent dégradé comme une sorte de folklore antifasciste, ne me semble pas avoir pris la mesure des processus en cours d'extrême droitisation idéologique et politique appuyant la montée électorale du « post-fascisme » incarné par le FN (Corcuff, 2014a). Après la période faste de cette gauche radicale (1995-2006), on a connu les brouillages sarkozystes (eux-mêmes alimentés par une série de déplacements idéologiques antérieurs), ayant boosté l'extrême droitisation, entendue comme aimantation principale du champ politique et des débats idéologiques les plus publics par des repères néoconservateurs, qui depuis s'est renforcée, avec des effets n'épargnant pas ladite gauche radicale.

La gauche radicale de 1995 n'a ainsi plus la main, mais fait encore souvent comme si c'était le cas. Ses thèmes ont été en partie piratés par l'extrême droite et le néoconservatisme xénophobe (Alain Soral, Éric Zemmour, etc.) : critique de la mondialisation néolibérale, du pouvoir des banques, de la finance et des médias ou défense des services publics. Plus, la posture critique elle-même apparaît de plus en plus arraisonnée par ces forces sous la modalité du « politiquement incorrect »

(qui, antérieurement, a été en quelque sorte couvée par les critiques manichéennes des médias si attractives pour la gauche radicale de 1995). La critique sociale tend ainsi à être déconnectée d'un horizon émancipateur, ce qui permet de la lier à des formes diverses de discriminations : racistes, sexistes et homophobes en particulier, dans un cadre nationaliste et non plus dans un horizon internationaliste. Il y a un enjeu actuel important pour la gauche radicale de 1995 à prendre conscience de la situation et à effectuer un travail de reconnexion de la critique sociale avec ses appuis émancipateurs. Et, sur le plan stratégique, la boussole à reconstituer ne peut pas faire l'impasse sur la confrontation avec l'extrême droitisation, qui constitue une des données cardinales de la situation. Mais peut-être est-ce déjà trop tard, et faut-il envisager une nouvelle gauche émancipatrice plus libertaire, à la place de la gauche sociale-libérale et de la gauche radicale de 1995 (Corcuff, 2015b : 6 octobre) ?

## Conclusion-ouverture

Se dessinent à travers cette esquisse, encore trop désordonnée et partielle, des repères stratégiques altermondialistes (et donc internationalistes), pragmatistes, libertaires et antifascistes. On trouve des éléments d'analyse allant dans un sens analogue chez un penseur britannique vivant au Mexique, trop sous-estimé, John Holloway :

- dans le volet critique quant à l'imprégnation étatique du mouvement ouvrier et socialiste avec *Changer le monde sans prendre le pouvoir* (Holloway, 2008) ; un peu discuté et surtout critiqué en France mais avec beaucoup de contresens à cause de l'importance de l'imaginaire de « la prise du pouvoir d'État » à gauche ;
- et surtout dans le volet reconstruire de *Crack Capitalism. 33 thèses contre le Capital* (Holloway, 2012) avec « la stratégie de la brèche », là presque pas discuté en France.

Je me suis efforcé pour ma part d'en développer certaines tonalités à la fois libertaires et pragmatistes, dans un dialogue critique avec Holloway et, au-delà, (notamment avec Rosa Luxemburg, la philosophie pragmatiste de John Dewey ou le « réformisme révolutionnaire » d'André Gorz au cours des années 1960-1970) dans *Enjeux libertaires pour le XXIe siècle par un anarchiste néophyte* (2015c).

Cependant, si l'intellectuel professionnel que je suis aussi veut vraiment prendre au sérieux le double idéal libertaire-démocratique d'autogouvernement de soi et d'autogouvernement du peuple, il ne peut pas proposer des « solutions » que les militants et plus largement les opprimés n'auraient plus qu'à adopter. Il peut tout au plus fournir un *appui méthodologique* dans la formulation des problèmes et des questions. Il s'agit modestement de mettre à disposition des outillages susceptibles d'aider des individus et des groupes qui souhaiteraient s'en saisir à bâtir leurs propres réponses. Cela

désappointera ceux qui sont en quête de réponses simples et rassurantes, passant par des hommes politiques providentiels ou, de plus en plus, comme on l'a vu, par des penseurs providentiels. C'est dans une logique principalement méthodologique d'étayage possible d'une autonomie individuelle et collective que mon exploration stratégique a été conçue. L'artisan sociologue et philosophe se révèle être un plombier de la critique sociale émancipatrice : nettoyant certaines canalisations encrassées, donnant quelques coups de marteau sur des tuyaux cabossés ou désajustés, remplaçant certaines pièces trop usagées, tentant de nouveaux embranchements à la place d'autres abandonnés afin d'améliorer la fluidité...

Une telle démarche a des conséquences quant au statut des intellectuels professionnels dans les processus émancipateurs. Ils ont une place, mais seconde, ce qui met à distance tout à la fois l'arrogance intellectualiste et la stigmatisation anti-intellectualiste. Cela participe de l'émergence possible de ce que j'appelle une *intellectualité démocratique*, c'est-à-dire la mise en place d'espaces pluriels de dialogues, de coopérations, de tensions et de confrontations entre mouvements sociaux, praticiens d'expérimentations alternatives, organisations politiques, intellectuels professionnels, journalisme indépendant, artistes subversifs et personnes ordinaires, dans la perspective de la production d'idées critiques et émancipatrices globalisantes renouvelées, et cela à partir des traditions héritées (Corcuff, 2013).

## Bibliographie

- Aguiton Christophe, Corcuff Philippe, « Mouvements sociaux et politique : entre anciens modèles et enjeux nouveaux », revue *Mouvements*, n° 3, mars-avril 1999.
- Arendt Hannah, *Qu'est-ce que la politique ?* (manuscrits de 1950-1959), traduction et préface de Sylvie Courtine-Denamy, Paris, Seuil, 1995.
- Bensaïd Daniel, *Un monde à changer. Mouvements et stratégies*, Paris, Textuel, collection « La Discorde », 2003.
- Bensaïd Daniel, *Éloge de la politique profane*, Paris, Albin Michel, 2008.
- Corcuff Philippe, *Marx XXIe siècle. Textes commentés*, Paris, Textuel, collection « Petite Encyclopédie Critique », 2012.
- Corcuff Philippe, « [Intellectuels, militants et intellectualité démocratique : vues critiques sur quelques expériences passées](#) » (intervention à l'Université Citoyenne d'Attac, Nîmes, 29 juillet 2013), *Mediapart*, 5 septembre 2013.
- Corcuff Philippe, *Les années 30 reviennent et la gauche est dans le brouillard*, Paris, Textuel, collection « Petite Encyclopédie Critique », 2014a.
- Corcuff Philippe, « [Nos prétendues "démocraties" en questions \(libertaires\). Entre philosophie politique émancipatrice et sociologie critique](#) », site de réflexions

- libertaires Grand Angle, 2014b : 5 mai.
- Corcuff Philippe, « [Indigènes de la République, pluralité des dominations et convergences des mouvements sociaux](#) », site de réflexions libertaires Grand Angle, 2015a : 8 juillet.
  - Corcuff Philippe, « [Je conchie l'air du temps néoréac](#) », *Libération*, 2015b : 6 octobre.
  - Corcuff Philippe, *Enjeux libertaires pour le XXIe siècle par un anarchiste néophyte*, Paris, Éditions du Monde libertaire, 2015c ; voir [l'introduction](#) en ligne sur le site de réflexions libertaires Grand Angle, 4 novembre 2015.
  - Errejón Íñigo, Mouffe Chantal, *Construir pueblo. Hegemonía y radicalización de la democracia*, Barcelona, Icaria, 2015.
  - Hardt Michael, Negri Antonio, *Empire*, Paris, Exils, 2000.
  - Hardt Michael, Negri Antonio, *Multitude. Guerre et démocratie à l'âge de l'Empire*, Paris, La Découverte, 2004.
  - Harribey Jean-Marie, « ['Cette obscure clarté qui vient des étoiles'. Difficile d'y voir clair après la défaite de la Grèce qui est la nôtre](#) », 30 août 2015.
  - \_ Hartog François, *Régimes d'historicité. Présentisme et expériences du temps*, Paris, Seuil, 2003.
  - Hobbes Thomas, *Léviathan. Traité de la matière, de la forme et du pouvoir de la république ecclésiastique et civile* (1<sup>e</sup> éd. : 1651), traduit et annoté par François Tricaud, Paris, Sirey, 1971.
  - Holloway John, *Changer le monde sans prendre le pouvoir* (1<sup>e</sup> éd. : 2002), Montréal et Paris, Lux et Syllepse, 2008.
  - Holloway John, *Crack Capitalism. 33 thèses contre le Capital* (1<sup>e</sup> éd. : 2010), Paris, Libertalia, 2012.
  - Jobert Bruno (éd.), *Le tournant néo-libéral en Europe. Idées et recettes dans les pratiques gouvernementales*, Paris, L'Harmattan, collection « Logiques politiques », 1994.
  - Laclau Ernesto, Mouffe Chantal, *Hégémonie et stratégie socialiste. Vers une politique démocratique radicale* (1<sup>e</sup> éd. : 1985), avec une préface d'Étienne Balibar, Besançon, Les Solitaires Intempestifs, 2009.
  - Lordon Frédéric, « [Clarté](#) », 26 août 2015.
  - Lordon Frédéric, *Imperium. Structures et affects des corps politiques*, Paris, La Fabrique, 2015b.
  - Loubet del Bayle Jean-Louis, *Les non-conformistes des années 30* (1<sup>e</sup> éd. : 1969), Paris, Seuil, collection « Points Histoire », 2001.
  - Makhaïski Jan Waclav, *Le socialisme des intellectuels*, textes choisis, traduits et présentés par Alexandre Skirda, Paris, Seuil, collection « Points Politique », 1979.
  - Mathieu Lilian, *L'espace des mouvements sociaux*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2012.
  - Merleau-Ponty Maurice, *Les aventures de la dialectique* (1<sup>e</sup> éd. : 1955), Paris, Gallimard, collection « Folio Essais », 2000.
  - Michels Roberto, *Sociologie du parti dans la démocratie moderne. Enquête sur les tendances oligarchiques de la vie des groupes* (1<sup>e</sup> éd. : 1911), traduction, annotations et postface de Jean-Christophe Angaut, Paris, Gallimard, collection « Folio Essais », 2015.
  - Sapir Jacques, « [Réflexions sur la Grèce et l'Europe](#) », 21 août 2015.

## Notes

[1] Une première version, plus réduite et moins affinée, de ce texte a été livrée à la discussion d'Attac à l'occasion de son Université citoyenne des 25-28 août 2015 à Marseille et publiée sur mon blog de Mediapart : « [Attac et les questions stratégiques après la Grèce](#) », 26 août 2015.

[2] Je me situe ici dans le sillage des analyses du révolutionnaire polonais Jan Waclav Makhaïski (1866-1926), avec *Le socialisme des intellectuels* (1979).

[3] Sur la notion d'« espace des mouvements sociaux », voir les travaux du sociologue Lilian Mathieu (2012).

[4] Voilà ce qu'écrit Jacques Sapir (21 août 2015) à ce propos : « La présence de Jean-Pierre Chevènement aux côtés de Nicolas Dupont-Aignan lors de l'Université d'été de *Debout la France* est l'un des premiers signes dans cette direction. Mais, ce geste – qui honore ces deux hommes politiques – reste insuffisant. À terme, la question des relations avec le Front National, ou avec le parti issu de ce dernier, sera posée. Il faut comprendre que très clairement, l'heure n'est plus au sectarisme et aux interdictions de séjours prononcées par les uns comme par les autres. La question de la *virginité politique*, question qui semble tellement obséder les gens de gauche, s'apparente à celle de la virginité biologique en cela qu'elle ne se pose qu'une seule fois. Même si, et c'est tout à fait normal, chaque mouvement, chaque parti, entend garder ses spécificités, il faudra un minimum de coordination pour que l'on puisse certes *marcher séparément mais frapper ensemble*. C'est la condition *sine qua non* de futurs succès. »

[5] Frédéric Lordon (2015a : 26 août) écrit ainsi : « si la période actuelle n'est pas l'exacte réplique des années 1930, elle lui emprunte suffisamment pour faire redouter que des causes semblables entraînent des effets semblables. »